**Tale - HISTOIRE (13), 1945-1973 : début de l’affrontement entre superpuissance et conflits au Proche Orient.**

 De la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945) à la fin du système de *Bretton Woods* (1972), la géopolitique mondiale est dominée par les deux superpuissances, les États-Unis et l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), et par leur affrontement indirect, la « Guerre froide » (1947-19991). Pour autant, dans les replis de la géostratégie des deux « supergrands » et parfois grâce à leur affrontement, de nouveaux acteurs des relations internationales apparaissent et s’affirment : c’est le cas au Proche et au Moyen Orient notamment.

\* \* \*

 Berlin est un théâtre de la « Guerre froide » car de grandes crises s’y déroulent (Blocus de Berlin 1948-1949, mur de Berlin 1961, Chute des régimes communistes 1989) et c’en est aussi un symbole car la ville, coupée en deux, apparaît comme un microcosme d’un monde bipolarisé et d’une Europe fracturée par le « rideau de fer ». La crise du blocus de Berlin (1948-1949) une des premières grandes crises, semble établir le canevas des crises de la « Guerre froide ». Symbole du IIIe Reich vaincu (7-8 et 9 mai 1945) la ville est située dans la zone d’occupation soviétique mais administrée conjointement par les Américains, les Britanniques, les Français (ces 3 zones formant le Berlin-Ouest) et les Soviétiques (Berlin-Est). En 1948 Staline décide de fermer les voies terrestres d’accès à Berlin-Ouest afin de faire pression sur les Américains qui viennent de créer une monnaie (*Deutschemark*) dans leur zone d’occupation et veulent y reconstruire un État, hypothèse inenvisageable pour les Soviétiques. Ceux-ci ont perdu 30 millions d’hommes durant la guerre et ne veulent pas voir renaître un État allemand. Les États-Unis organisent un gigantesque pont aérien pour faire subsister la population berlinoise coupée du monde. Ce pont aérien de près d’un an est un défi économique, logistique et idéologique. Le monde attend en effet de mesurer la détermination des deux supergrands. En 1949 Staline lève le blocus et admet tacitement la création d’un double État allemand, la RFA à l’Ouest et la RDA à l’Est. La bipartition de Berlin, de l’Allemagne et de l’Europe est actée. La crise du blocus de Berlin est un crise idéologique mais surtout géopolitique : dans le grand jeu des rivalités américano-soviétiques la capacité des États-Unis à protéger leurs alliés coûte que coûte est un signal fort envoyé au monde entier. Mais la frontière entre les deux Berlin est poreuse et en 1961 Nikita KHROUCHTCHEV, nouveau maître du Kremlin, ordonne aux autorités de RDA d’édifier un mur pour interdire le franchissement de la frontière entre les parties Ouest et Est de Berlin. Le « Mur de la honte », simple outil de marquage de la frontière, signal géopolitique classique, prend une dimension idéologique très claire : pourquoi un système qui se prétend incarner « le paradis des travailleurs » est-il obligé d’interdire la circulation de ses ressortissants et d’abattre ceux qui tentent de fuir ? Le « Mur » devient le symbole de la faillite du système idéologique soviétique et Berlin-Ouest le symbole de la résistance et de la réussite du modèle de la démocratie libérale capitaliste. Le monde ne s’y trompe pas quand en novembre 1989, après un an d’agitation constante en RDA, la population de Berlin-Est franchit en masse les points de passages (Les *Check* *Points*) entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. Mikhaïl GORBATCHEV, réformateur soviétique arrivé au pouvoir au Kremlin (1985), porteur d’un programme de réforme de l’État (*Glasnost*) et de libéralisation du régime (*Pérestroïka*) n’apporte plus l’aide de l’Armée Rouge à ses alliés européens comme KHROUCTHCHEV à Budapest (1956) ou BREJNEV à Prague (1968). Le mur s’effondre littéralement, les Berlinois le démantèlent, et les régimes prosoviétiques en Europe s’effondrent à leur tour (1989-1991) tandis que l’Allemagne après 40 ans de scission se réunifie (1990).

 La crise dite « du blocus de Berlin » avait posé une sorte de canevas de la crise entre les deux « supergrands », crise qui devenait en fait plus un nouveau langage diplomatique qu’une étape dans un affrontement planétaire. La crise des missiles de Cuba (1962) va atteindre une telle intensité critique qu’elle va amener une normalisation des relations américano-soviétiques (la Détente, 1965-1975). Un *gentleman agreement* réglait depuis la crise de Berlin et la guerre de Corée (1950-1953) les relations entre les deux grands : chacun restait maître dans sa zone d’influence naturelle (Asie du Sud-est, Amérique et Europe de l’Ouest sous parapluie américain et Europe de l’Est, Maghreb et anciennes colonies pour les Soviétiques). Or en 1962 les avions espions américains U2 révélaient que des rampes de lancement de missiles balistiques étaient installées par les Soviétiques sur l’île de Cuba, dirigée par Fidel CASTRO (Au pouvoir depuis 1959). Les missiles balistiques soviétiques pouvaient donc anéantir les centres névralgiques des États-Unis (FMI, Banque mondiale, Maison Blanche et Pentagone à Washington et Wall Street à New York) sans que les dirigeants américains n’aient matériellement le temps d’orchestrer la riposte. « L’équilibre de la Terreur », reposant sur la certitude d’une destruction mutuelle assurée (MAD), était rompu au profit des Soviétiques qui, comble, s’installaient en Amérique, à 200km des côtes de Floride, *back yard* historique des États-Unis. Les motivations des Soviétiques encore aujourd’hui restent peu claires : voulaient-ils contrebalancer en Amérique la perte géostratégique de la Chine depuis que MAO était brouillé avec Moscou ? Voulaient-ils simplement profiter de l’effet d’aubaine de la rupture entre CASTRO et les États-Unis, rupture irrémédiable après le débarquement anticastriste raté dans la « Baie des cochons » (1961) ? Quoi qu’il en soit la riposte américaine fut foudroyante, à la mesure des enjeux. John Fitzgerald KENNEDY ordonna l’embargo sur Cuba, ses alliés faisant pièce avec lui, même la France sourcilleuse du Général DE GAULLE, prompte à dénoncer les excès impérialistes des Américains. Sans canal de communication direct les deux chefs d’État les plus puissants de la planète durent recourir à leurs espions pour marchander une sortie honorable de la crise. Foin d’idéologie ici. Les enjeux et les alliés furent marchandés comme à la foire. Les Soviétiques, en position d’agresseurs et condamnés par l’opinion publique internationale que les débuts de la télévision achevaient de structurer, démontèrent leurs fusées et divisaient pas dix leur présence militaire à Cuba contre la promesse américaine de ne pas renverser CASTRO. La conséquence la plus notable fut l’installation d’un télex crypté entre la Maison blanche et le Kremlin (le « téléphone rouge ») et la normalisation des relations entre les deux supergrands (La « Détente »).

 La « Guerre froide » ne fut froide parce que les deux supergrands, les États-Unis et l’URSS, ne s’affrontèrent pas directement. Les conflits furent périphériques et les peuples alliés, principalement dans le Sud, supportèrent l’essentiel des conflits armés. Pris dans l’engrenage, l’un des deux supergrands se retrouva parfois entraîné sur les champs de bataille. Ce fut le cas des Soviétiques en Angola et au Mozambique, mais plus sûrement en Afghanistan (1979-1986) et ce fut le cas des États-Unis au Vietnam (1962-1975). Ce conflit se comprend par la croyance américaine de la « théorie des dominos » (EISENHOWER). La Chine devenue communiste en 1949 avait participé à la guerre de Corée (1950-1953) et précipitée la défaite française en Indochine (1954). Pour contenir (politique du *containment*) l’avancée communiste, il fallait lui donner un coup d’arrêt net en refoulant (*Roll Back*) ses alliés les plus récents. C’est ainsi que les Américains avaient en 1962 75,000 conseillers militaires au Sud-Vietnam, pro-américain et menacé de subversion communiste par son voisin du Nord-Vietnam. En 1965 ils étaient 125,000 et le président Lyndon JOHNSON (1963-1968) décida (1965) l’envoi des forces armées américaines (500,000 hommes en 1968 dont une majorité d’appelés). La guerre, à la couverture médiatique exceptionnelle, révéla à l’Amérique le comportement parfois criminel de ses troupes, dans une guerre de guérilla, absurde et cruelle (Usages des défoliants et du Napalm). Pour la première fois le peuple américain comprenait qu’il n’était plus le héraut du bien. Ses alliés vietnamiens corrompus l’avaient entraîné dans une guerre injuste, avec la complicité des dirigeants politiques « va-t-en-guerre » voire marionnettes du complexe militaro-industriel. L’offensive du Têt (1968) montra que les capacités militaires du Vietminh étaient intactes. La vietnamisation du conflit commença. Dès 1972 NIXON et MAO se rencontraient, les États-Unis reconnaissaient l’existence de la République Populaire de Chine et celle-ci en retour facilitait le retrait militaire américain (Accords de Paris, 1972). La chute de Saigon (1975) signa la défaite militaire américaine au Vietnam. Ce conflit hante l’imaginaire occidental. Il a fourni la matière de nombreux films. Francis FORD COPPOLA signa *Apocalypse Now*, primé à Cannes dès sa sortie (1979). Adaptation d’une nouvelle de Joseph CONRAD (*Heart of Darkness,* 1899) il raconte la descente aux enfers des officiers américains chargés de conduire la guerre. Le colonel KURTZ (Marlon Brando) incarnant la folie d’une guerre idéologique. La scène célèbre de l’attaque du village vietnamien par les hélicoptères de la 101e division de cavalerie à, elle-même, fourni au cinéma américain l’occasion de nombreux emprunts : c’est le cas dans *Jarhead* de Sam MENDES (2005), où les marines regardent cette scène quand ils apprennent qu’ils vont aller combattre au Koweït (1990-1991). C’est le cas aussi dans *Watchmen* de Zack SNYDER (2009), uchronie qui présente une victoire militaire des Américains au Vietnam. Quel que soit l’angle d’analyse retenu, les présupposés politiques ou moraux, la guerre du Vietnam représente la « fin de l’innocence ». (*Cf.*, Neil SHEEHAN, *L’innocence perdue. Un Américain au Vietnam*, 1990).

**\***

 La question israélo-palestinienne est-elle une cause majeure de l’instabilité géopolitique du Proche et du Moyen Orient ou un alibi politique ? Depuis la création d’Israël, les États arabes se sont mobilisés militairement et / ou financièrement pour détruire cet État présenté comme une aberration géopolitique : pourtant cet état de guerre permanent sert aussi les intérêts des classes dirigeantes (Y compris en Israël) pour justifier la mise en place d’États policiers sans politique sociale. La question israélo palestinienne est l’enjeu de guerres internationales entre 1948 et 1973 et ne voit sa situation se normaliser progressivement qu’entre 1977 (Discours devant la Knesset d’Anouar EL-SADATE) et 1993, (signature des accords d’Oslo-Washington). La création de l’État d’Israël (1948) se fait dans un climat de double violence (Arabes contre Juifs, mais aussi les Arabes et les Juifs contre les Britanniques) qui débouche sur la 1ère guerre israélo-arabe (1948-1949). Une première violence s’exerce par les groupes armés arabes mais surtout juifs contre les forces britanniques qui occupent le mandat de Palestine (1919-1948). Les groupes terroristes juifs (Groupe STERN responsable de l’assassinat de l’envoyé des Nations Unies, le comte suédois BERNADOTTE, et l’IRGOUN) mènent des actions terroristes contre les soldats britanniques et leurs familles (Hôtel King David, 1946). Le refus des États arabes de voir se créer au Proche et au Moyen Orient un État juif et la proclamation unilatérale d’indépendance d’Israël, en dehors de tout cadre onusien, permet le déclenchement d’une guerre caractérisée par des violences contre les populations civiles, surtout palestiniennes : le « plan Daleth » qui vise à purifier ethniquement les zones dévolues aux Israéliens amène l’Irgoun et la Haganah réunis sous l’étendard de Tsahal à pratiquer l’évacuation forcée des Palestiniens, voire des massacres de civils (Massacre de Deir - Yassin, perpétré par le groupe STERN d’Itshak SHAMIR et l’Irgoun de Menahem BEGIN, 1948). Dès lors la question des réfugiés palestiniens (40% ont fuis vers la Cisjordanie, 25% vers la bande de Gaza, 15% vers le Liban, 10% vers la Jordanie, entre autres…) et le sang versé font de la question israélo-palestinienne le foyer d’une guerre inexpiable. L’Égypte – qui s’empare pourtant au passage de la bande de Gaza, la Jordanie – qui s’empare de la Cisjordanie – et la Syrie deviennent les piliers des coalitions militaires (1967, Guerre des Six-Jours et 1973, Guerre de Ramadan-Kippour) successives. À l’issue de la guerre de 1973, alors que les monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique viennent de décréter l’embargo pétrolier à destination des pays occidentaux (1973-1974, 1er « Choc pétrolier »), Israël s’est emparé du désert du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et du plateau du Golan qui domine la Syrie. En 1982 Tsahal envahit le Liban (Opération « Paix en Galilée ») pour détruire les bases palestiniennes. Il paraît clair pourtant que la question ne sera pas réglée militairement, même si chacun reçoit une aide militaire massive (Israël des États-Unis depuis 1973, et les pays arabes comme l’Égypte, l’Irak et la Syrie de l’URSS).

 Les conflits au Proche et au Moyen Orient sont aussi le résultat d’un choc des idéologies : le nationalisme au Proche et au Moyen Orient, est-il un ferment de divisions et de conflits depuis 1945, aussi sûrement que l’existence d’Israël ? Le nationalisme touche l’ensemble de la région du Proche et du Moyen Orient, au-delà des clivages linguistiques ou religieux. Dans l’Empire ottoman, le mouvement des « Jeunes Turcs », qui souhaitait revivifier l’empire, puis le kémalisme (1924), structure l’identité turque contemporaine. Le mouvement sioniste de Théodore HERZL (1898, *L’État des Juifs*) s’inscrit dans la même volonté de construire un État-nation. Le nationalisme est perçu par les intellectuels et les classes moyennes comme le moyen de résister aux pressions coloniales étrangères : il naît dans les régions les plus touchées par la présence étrangère. C’est le panarabisme (Le nationalisme arabe) qui donne corps à la « Grande révolte arabe » (1916-1919) contre les Ottomans au Hedjaz, sous l’impulsion du Chérif de la Mecque. Au Liban puis en Syrie le chrétien Michel AFLAK, le sunnite Salah Eddine BITAR, l’alaouite Zaki AL-ARZOUZI fondent (1943) le parti *Ba’ath* (Renaissance arabe) contre la présence occidentale. Influencé par le socialisme mais hostile au marxisme soviétique, le *Ba’ath* promeut la résistance à l’oppression coloniale, la volonté de construire un État démocratique, socialement avancé et doté d’une économie dirigée. Le parti *Ba’ath* est panarabe et étend son influence en Syrie, au Liban et en Irak. Par la voie des urnes (Syrie, 1958) ou par les armes (Irak, 1968, Syrie, 1970) le *Ba’ath* s’empare du pouvoir. Il entre en conflit interne entre des branches favorables aux Soviétiques (Largement issues des appareils militaires) et des branches démocrates (Issues du monde des instituteurs et des professeurs). Mais il entre aussi en conflit avec le nassérisme, panarabisme théorisé par Gamal Abdel NASSER, Président de la République Arabe Unie, (Égypte, 1956-1970). Les thèses nassériennes et baasistes sont très proches (Socialisme arabe, nationalisme arabe, tiers-mondisme) mais les dirigeants du *Ba’ath* n’ont pas accepté la mainmise des Égyptiens lors de la République Arabe Unie (RAU, union entre l’Égypte et la Syrie entre 1958 et 1961). Le nassérisme, dont la vision géopolitique déborde le simple cadre arabe pour s’inscrire dans le cadre plus large du tiers-mondisme (Conférence de Bandoeng, 1955), a inspiré les dirigeants indépendantistes comme Ahmed BEN BELLAH (Président de la République algérienne, 1962-1965, Mouammar KADHAFI en Libye jusqu’à la rupture, 1969-1971). La Ligue des États Arabe (LEA), dont le congrès au Caire en 1964 fut l’apothéose idéologique, donne une cadre institutionnel et diplomatique à ces idéologies nationalistes que sont le nassérisme et le baasisme. Pourtant, les rivalités de personnes, la plus ou moins grande inclination vers le marxisme, les intérêts étatiques divergents, ne permettent pas de donner au panarabisme un État-nation. Le monde iranien est lui-aussi touché par le nationalisme : Mohammad MOSSADEGH, Premier Ministre (1951-1953) du Shah d’Iran, nationalise les compagnies pétrolières afin de donner à l’État les moyens de mener une politique sociale et de développement économique, donc de souveraineté. Gamal Abdel NASSER poursuit les mêmes ambitions lorsqu’il nationalise le canal de Suez (1956) afin de donner à l’État égyptien les moyens de moderniser l’économie du pays. Les logiques de la « Guerre froide » (1947-1991) condamnent malheureusement toute tentative d’émancipation : MOSSADEGH est renversé (1953), NASSER est contraint avec l’Irak de Saddam HUSSEIN et la Syrie de Hafez EL-HASSAD de s’aligner sur Moscou.

 Le Proche et le Moyen Orient sont aussi le champ clos de rivalités impériales internationales (Ingérences des puissances coloniales, Guerre froide) et régionales (Lutte pour le *leadership* entre l’Arabie saoudite, l’Égypte et l’Iran). Si la question israélo-palestinienne, les rivalités idéologiques (Affrontements des nationalismes et des confessionnalismes) expliquent que la région du Proche et du Moyen Orient est un foyer de conflits depuis 1945, ces conflits ont aussi une dimension impériale. Les nations s’affrontent pour s’assurer le contrôle de la région et en assurer le *leadership*. Le Proche et le Moyen Orient est d’abord le théâtre de l’affrontement des grandes puissances mondiales. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale (2 septembre 1945, capitulation sans condition du Japon en Asie), les deux puissances dominantes sont la France (Et ses mandats de Syrie et du Liban) et la Grande-Bretagne (Mandat de Palestine, présence militaire en Égypte). Mais dès la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) l’agitation indépendantiste avait conduit les puissances mandataires à mettre en place des institutions démocratiques : ce fut le cas au Liban (1943), en Syrie (1946) et en Transjordanie (1946) qui devient le Royaume hachémite de Jordanie. L’Irak (Indépendant en 1932) et l’Iran, satellisés pendant la guerre, retrouvèrent une indépendance formelle. La Palestine mandataire fut partagée entre la bande de Gaza (Annexée par l’Égypte, 1949), la Cisjordanie (Administrée par le Royaume hachémite puis en 1967 par Israël) et Israël (1948). Dès lors l’influence des anciennes puissances mandataires déclina jusqu’à disparaître (1956). La crise dite du canal de Suez (1956) marqua l’entrée en scène des États-Unis et de l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Les deux supergrands se disputèrent pendant 30 ans le contrôle d’une région riche en pétrole. Le Pacte de Bagdad (1955) lia dans un premier temps les États de la Turquie au Pakistan aux États-Unis tandis que l’Égypte et la Syrie devenaient des alliés, presque mécaniquement, de l’URSS. La péninsule arabique s’est liée derrière l’Arabie saoudite (Pacte du *Quincy*, 1945, entre IBN SAOUD et ROOSEVELT) avec les États-Unis, même si le Sultanat d’Oman resta longtemps un allié britannique tandis que le Yémen se partitionna en deux : le Nord (République arabe du Yémen) restant proche de l’Arabie saoudite tandis que le Sud (République Démocratique Populaire du Yémen, 1970) s’alignait sur l’Égypte et l’URSS. L’influence des États-Unis alla grandissant : même si en 1968 la révolution irakienne amenait le *Ba’ath* au pouvoir et entraînait un alignement sur Moscou, la guerre Iran-Irak (1980-1988) faisait rentrer l’Irak dans le bloc américain. Dès 1977-1978 (Accords de Camp David entre Israël et l’Égypte) les États-Unis renforçaient leur présence en Mer Rouge en faisant de l’Égypte un allié de poids. La dépendance américaine à l’égard du pétrole saoudien (Exploité en 1938) entraîna une alliance militaire solide entre la théocratie dictatoriale saoudienne et l’Amérique : l’Arabie saoudite s’engageait à fournir aux prix du marché les États-Unis, ceux-ci accordaient leur parapluie militaire. Fait troublant,  les États-Unis sont donc à la fois les alliés de la Turquie, héritière des décombres de la « Grande révolte arabe » (1916-1919), de l’Arabie saoudite (Construite sur les terres libérées des Turcs) et d’Israël, en guerre contre les États arabes de la région.

\* \* \*

 La fin du système de *Bretton Woods*, l’entrée dans la stagflation (1973-1979), inaugure pour l’Occident une ère de doutes et de fragilités. Dans les pays du Sud, durement frappés par la crise économique, les nouveaux acteurs des relations internationales qui s’étaient affirmés sur la scène mondiale au sortir de la Seconde Guerre mondiale sont obligés eux aussi de se plier à la *Realpolitik* : Israël abdique ses ambitions socialistes, l’Arabie saoudite ne sera pas le *leader* du monde musulman, doublée par le djihadisme révolutionnaire qui s’exprime lentement en Iran.

© **Souleymane** ALI YÉRO, **Erwan** BERTHO & **Ronan** KOSSOU (2020)